

« Ce que je veux pour la métropole du Grand Paris » (Claude Bartolone)



Pour Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale et candidat à la future présidence de la métropole du Grand Paris, « la métropole est aussi un projet de société. On trouvera toujours les outils si nous nous mettons d'accord sur ce projet »./ DR

Propos recueillis par Jean-Pierre Gonguet | 06/03/2014, 16:51 - 2243 mots

La métropole du Grand Paris existera en 2016, si elle sait se doter d'un projet politique et économique fort. Sinon, elle ne survivra pas aux corporatismes politiques et syndicaux qui s'activeront dès après les municipales, estime le président de l'Assemblée nationale et élu de la Seine-Saint-Denis. Il plaide ici pour une autorité métropolitaine forte dont il souhaite prendre la présidence, dans deux ans.

LA TRIBUNE - Vous vous êtes beaucoup impliqué dans la loi sur la métropole de Paris. Mais celle-ci a été rapidement votée, sans forcément que le projet soit encore très clair. Vous souhaitez présider cette métropole en janvier 2016. Comment la concevez-vous aujourd'hui ?

CLAUDE BARTOLONE - D'abord, il ne faut surtout pas faire « Paris en plus grand ». Ce n'est, en tout cas, pas ce que je veux. Personne n'y a intérêt. Même pas Paris. Cette ville vit 24 heures sur 24, c'est une capitale dont les services publics tournent constamment, avec des fonctionnaires qui commencent à travailler quand il n'y a même pas encore de transports en commun.

Et il faudrait continuer à envoyer des infirmières, des enseignants et des policiers à trente ou quarante kilomètres de Paris ? La capitale va avoir de plus en plus de mal à fonctionner et « la main invisible du marché » va continuer à tout désorganiser si l'on n'agit pas.

Cette « main invisible » fait du mal à toute la métropole. La ségrégation sociale est grandissante : les plus riches dans le musée à ciel ouvert qu'est Paris ; de l'autre côté du périphérique, les

plus humbles dans des cités construites dans les années 1960 ; et encore plus loin, chassées, les classes moyennes qui n'ont accès ni au logement social, ni à la propriété et ne peuvent s'offrir les loyers du privé. Si nous n'agissons pas, c'est le message social du Grand Paris qui est menacé.

Quelle est la bonne méthode pour que cette métropole fonctionne en 2016, ce qui laisse très peu de temps pour un tel chantier ?

C'est simple : on définit le projet et après on trouve les outils. Autrement cela ne peut pas fonctionner et cela ne fonctionnera jamais. Je suis passionné par cette métropole car j'ai grandi en Seine - Saint-Denis où j'ai occupé tous les postes de responsabilité. Là, j'ai vu que si nous ne faisons rien, c'est le ghetto de la métropole qui nous attendait.

C'est pour cela que cette métropole est aussi un projet de société. On trouvera toujours les outils si nous nous mettons d'accord sur ce projet. Le métro du Grand Paris de Nicolas Sarkozy ? C'est bien, mais cela ne suffit pas. Les gens ne vont pas le prendre pour aller se balader. En revanche, comment va-t-on utiliser les 73 gares pour commencer à installer les 37.000 logements par an qui nous manquent ? Comment va-t-on passer de 24% de logements sociaux à 30% en 2030 pour faire société commune ? C'est cela le projet.

Et il est urgent, car nous sommes déjà dans une société de ghettos. On le voit bien dans certains quartiers. Aucun Francilien ne devra rentrer chez lui le soir attristé de vivre dans un quartier abandonné. Faisons société commune, les outils suivront.

Comprenez-vous la peur de beaucoup d'élus, de droite comme de gauche, de voir émerger une métropole qui ne soit qu'un objet purement technocratique et coercitif?

Bien sûr. Mais la métropole doit être la mission des élus, pas celle des technocrates. Pourquoi les élus ont-ils remis le débat sur la métropole à après les municipales ? Si leur idée est de se faire élire, puis, après, entre eux, de « faire un truc droite-gauche », ce n'est pas la bonne idée. C'est l'inverse qu'il faut faire, parler de projets politiques solides puis, éventuellement, élaborer un compromis.

« Kant a les mains pures, mais il n'a pas de mains », a écrit Péguy. Les élus veulent aussi garder les mains pures. Pourtant, il va bien falloir faire les choses. Les logements à Paris : où les faire alors que tout le monde voit que les réserves foncières sont à l'extérieur ? Pour toutes les communes le problème est le même.

Les élus de droite et les communistes ont d'ailleurs autant d'inquiétudes les uns que les autres. Sauf que les premiers ont peur qu'on les oblige à faire du logement social et les seconds ont peur de l'accession à la propriété! Ils doivent comprendre que la richesse d'une métropole c'est sa mixité, les égalités d'accès aux logements, aux transports, aux emplois. La question de la ville intense est au centre de la question métropolitaine. Nous avons tous intérêt à la faire aux meilleurs coûts et pour cela il faut nous projeter dans l'avenir et nous mettre d'abord d'accord sur un projet.

Il y a de grandes intercommunalités comme Plaine Commune ou Grand Paris

Seine Ouest (GPSO) qui vont disparaître avec la nouvelle loi. Or, elles fonctionnent bien. Ne faudrait-il pas les maintenir ?

Si celles-ci avaient la force de faire de la péréquation, pourquoi pas ? Mais Grand Paris Seine Ouest fait plutôt de la péréquation avec des territoires déjà favorisés. Le raisonnement est celui de Tartuffe : « Je paie pour ne pas voir votre misère. »

Il faut arrêter. Quant à Plaine Commune, il faut quand même se rappeler le nombre de bonnes fées qui se sont penchées sur son berceau : c'est Michel Rocard qui, à l'origine, a mis à disposition du territoire les terrains des Magasins réunis. On l'oublie trop, mais le démarrage, c'est cela, le prix exceptionnel de mise à disposition des terrains. Puis Jacques Chirac et Édouard Balladur ont voulu la Coupe du monde de football, la construction du Stade de France et de toutes les infrastructures autour. Vous croyez que toutes les intercommunalités qui se créent ont eu autant de bonnes fées ?

Maintenant, les grandes sociétés, de la SNCF à SFR, s'y installent parce que le prix du foncier leur est plus acceptable qu'à Paris ou La Défense. Mais cette richesse nouvelle ne se diffuse pas sur le territoire. Il suffit d'aller à La Courneuve pour voir qu'elle ne profite pas de grand-chose. Compte tenu des enjeux économiques et financiers, ces agglomérations, ces intercommunalités n'ont plus la force nécessaire pour maintenir, seules, la solidarité du territoire.

La métropole devra-t-elle reprendre les projets de développement économique comme celui de Saint-Denis-Pleyel ?

C'est un énorme projet, mais ce grand pôle de régénération urbaine, la métropole peut le monter, j'en suis persuadé. Il va falloir être fin sur les partenariats, mais ce sera notre rôle. Nous avons dépollué des territoires de l'autre côté du périphérique parce que l'on connaissait les investisseurs privés qui allaient venir.

Avec les anciennes grandes usines, c'est aussi évident. L'Île Seguin ne se redéveloppe pas uniquement sur des fonds privés, comme PSA Aulnay ne se redéveloppera pas uniquement sur des fonds publics. Quand je vois que Siemens y pense, c'est évident qu'il y aura des mélanges public-privé.

Cette métropole doit-elle entraîner une redéfinition du périmètre de la région Île-de-France et de ses compétences ?

La faute majeure serait de penser la métropole sans penser la deuxième couronne, sans penser la région. En ce qui concerne les transports par exemple, nous n'allons pas nous remettre dans l'idée d'un îlot de prospérité qui se débrouille seul. Il faut travailler sur les relations dans la région et, surtout, au-delà de la région. La métropole, ça ne m'est pas tombé dessus du jour au lendemain. En 2008, j'ai écrit un article sur « le périmètre des cathédrales ». Il est évident que la région doit se repenser dans ce périmètre des cathédrales, Rouen, Amiens, Beauvais, Reims, Sens, Orléans, Chartres.

On vous reproche fréquemment une grosse boulimie politique...

Je ne suis pas avide de pouvoir. Mon parcours le prouve. Ce n'est quand même pas tous les jours qu'un élu, alors qu'il est président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, explique qu'il

faut en finir avec les départements. Je l'ai fait. Ou qu'il affirme que si un jour il est président de la métropole, il abandonnera tous ses autres mandats. Abandonner la présidence de l'Assemblée nationale ? Ce n'est quand même pas rien !

Est-il possible, en deux ans, de combattre la frilosité de certains élus et de mettre sur pied une organisation métropolitaine forte qui puisse stimuler le développement économique ?

Chacun se demande aujourd'hui ce que va devenir son territoire, son autorité politique. Il faut être clair : si la métropole se fait sans que l'on ait réfléchi au mille-feuille et à la simplification, cela ne sert à rien. Je rencontre des élus de tous bords. Chaque fois, j'explique qu'il y a des choses non négociables, comme le logement et la mixité sociale. Je comprends bien que des maires aient peur de devenir de simples spectateurs, mais si on ne pense pas à la simplification des procédures et des décisions, à quoi bon faire la métropole ?

Nous devons apporter aux Franciliens des gages d'efficacité, et cesser de donner le sentiment que nous protégeons nos mandats et nos indemnités. L'État aussi va devoir repenser ses politiques et rationaliser.

En ce qui concerne le logement dans la métropole, il disparaît en tant que financeur. Donc la mécanique est enclenchée. La police a déjà préempté la métropole du Grand Paris avec un fonctionnement unique sur cette zone. Ne devrait-on pas réfléchir sur les diplômes et compétences alors que nous avons plusieurs académies sur la métropole ? Ou si Roissy rentre dans la métropole cette année, réfléchir à la complémentarité des trois aéroports parisiens ?

J'entends bien les inquiétudes des uns et des autres, mais on est dans un enjeu à vingt, trente ans, les convenances personnelles sont secondaires par rapport à ce que l'on est en train de bâtir. Les élus doivent comprendre que l'on n'est plus en lutte entre nous.

Nous sommes dans la cour des grands et les décideurs se fichent de savoir s'ils vont venir en Seine-Saint-Denis ou dans les Hauts-de-Seine. Ils viennent à Paris et, pour eux, Paris commence à Roissy. S'ils se sentent en insécurité à Roissy, s'ils ont toujours des transports aussi navrants, vous allez voir les décisions qu'ils vont prendre : ils iront à Londres...

Avec la loi sur le non-cumul des mandats, la suppression de certaines couches du mille-feuille, l'élection au suffrage universel du président de la métropole, pensez-vous voir émerger une nouvelle classe politique pour ce Grand Paris ?

Je revendique le fait de pousser des jeunes à se faire élire : ils seront là dans vingt ans pour faire fonctionner cette métropole ! Avec le non-cumul des mandats et la réorganisation des collectivités et de l'État, énormément de choses vont bouger. Il y a de la place pour une nouvelle génération d'élus métropolitains. Mais les élus vont devoir évoluer sous la pression de l'économie comme de la solidarité.

Aujourd'hui, Paris est plutôt bien placé pour les centres de décision des grandes entreprises. Mais si notre environnement se dégrade, c'est tellement facile pour elles de bouger. Le numérique aidant, elles changent d'implantation à une vitesse considérable. Il va falloir que les élus le comprennent. Comme ils ont compris pour l'écologie. Il y a quelques années, à droite tout

le monde criait lorsqu'on parlait d'environnement.

Aujourd'hui, ce n'est plus un sujet identifiant pour les écologistes, tout le monde en parle car chacun a mesuré les conséquences pour la santé et l'économie. Pour le développement économique, la nécessité d'attirer les grandes entreprises comme les start-up, c'est pareil, tout le monde y viendra. Prenez un exemple concret : « Paris-Le Bourget » a de nombreux atouts pour devenir le pilier de l'aérospatial francilien.

Demain, le pôle de compétitivité ASTech animé par la région en lien avec la métropole pourra concrétiser un projet majeur, baptisé « Aigle », localisé près de l'aéroport du Bourget, qui permettra de promouvoir des synergies enseignement-recherche et développement-industrie dans le secteur aérospatial, dans la banlieue Nord. Imaginez le centre aérospatial d'excellence avec Eurocopter au Bourget en 2016, une partie d'Innovation Works et le centre de recherche d'EADS installés dans la métropole. La meilleure preuve de l'attractivité de la métropole, c'est Airbus qui installe l'usine d'Eurocopter en Seine-Saint-Denis.

Pour l'instant la métropole du Grand Paris se résume à un projet de transports. Est-ce vraiment suffisant pour susciter l'adhésion ?

Bien sûr que non. Il est vital d'avoir des projets fédérateurs. À l'Assemblée, nous avons mis en place une mission sur la faisabilité d'une Exposition universelle en 2025. Je la soutiens. Je suis attentif aussi aux réflexions du Comité national olympique pour une éventuelle candidature aux JO. Nous avons besoin de ces événements pour unifier notre projet métropolitain, pour donner une date, un horizon aux Parisiens. Ce sont des symboles et des accélérateurs du Grand Paris.

Le signal envoyé au monde par Shanghai, Pékin ou Barcelone avec ces événements, c'était leur entrée dans un nouveau monde. Je suis persuadé que nous aurons les Jeux en 2024 ou en 2028. Si c'était en 2024, ce serait génial, ce serait le centenaire des derniers jeux à Paris et le message sera clair : « La France est de retour. »